

Sébastien BRAMERET

Maître de conférences de droit public

Faculté de droit, Université Grenoble Alpes

sebastien.brameret@univ-grenoble-alpes.fr
www.brameret.eu

Né le 27 février 1982 à Voiron (Isère)

Profil [Academia](#)

Profil [LinkedIn](#)



FORMATION UNIVERSITAIRE

- 2016 Sous-admissible à l'agrégation externe de droit public
- 2014 Sous-admissible à l'agrégation externe de droit public
- 2012 Admissible à l'agrégation externe de droit public
- 2011 Qualification aux fonctions de Maître de conférences
- 2010 Doctorat en droit public, Université de Grenoble.
Sujet de thèse : *Les relations des collectivités territoriales avec les sociétés d'économie mixte locales.*
- 2005 Master 2 Recherche, Droit public interne, UPMF - Grenoble II.
- 2004 Maîtrise de Droit européen, option Droit britannique, UPMF - Grenoble II.
Diploma in Legal Studies, Aberdeen University (Écosse), programme Erasmus.
- 2003 Licence en Droit, UPMF - Grenoble II.
- 2002 DEUG de Droit, UPMF - Grenoble II.

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

- 2016 - ... Maître de conférences à l'Université Grenoble Alpes, Faculté de droit
- 2011 - 2015 Maître de conférences à l'UPMF - Grenoble II, Faculté de droit
- 2005 - 2010 Allocataire-moniteur, puis ATER à l'UPMF - Grenoble II, Faculté de droit
- 2005 - ... Membre Centre de recherches juridiques (CRJ – EA 1965) et du Groupe de recherches en droit public économique (GRDPE)

Responsabilités administratives

- 2017 - ... Membre du conseil scientifique du Centre de recherches juridiques (CRJ – EA 1965)
- 2016 - ... Co-Président de la Section de droit public

- 2012 - 2015 Vice-doyen de la Faculté de droit, chargé des relations internationales
- 2005 - 2008 Représentant des moniteurs de l'UPMF - Grenoble II, CIES de Grenoble
- 2005 - 2010 Représentant des doctorants au sein du Conseil scientifique du Centre de Recherches juridiques (CRJ) de la Faculté de Droit

Responsabilités pédagogiques

- 2014 - ... Responsable du diplôme universitaire *Diploma in Legal Studies*, devenu *Diploma in Legal Studies* (depuis 2016)
- 2012 - 2015 Responsable du diplôme universitaire, *Diplôme de droit français* (DDF)
- 2012 - 2014 Responsable du diplôme universitaire, *Droit, administration et politiques publiques* (DAPI)

Responsabilités scientifiques

- 2016 - ... Membre du conseil scientifique de la *Revue Lamy de la concurrence* (depuis le numéro 2016/46)
- 2015 - ... Responsable de l'organisation des *Lundis du Droit public économique* (GRDPE)
- 2013 - 2015 Responsable de la rubrique « Concurrence et droit public », *Revue Lamy de la concurrence* (du n° 2013/35 au n° 2015/45)

Vie associative

- 2015 - ... Membre de la *Société de législation comparée* (SLC)
- 2014 - ... Membre de l'*Association française de droit des collectivités locales* (AFDCL)
- 2014 - ... Membre du *Collectif de l'Unité du droit* (CLUD)

TRAVAUX DE RECHERCHE

En cours

« **Les opérations de nommage et les enjeux économiques associés** », Actes du Colloque organisé par Bordeaux Métropole, 23 septembre 2016, *à paraître*

« **Les excès de la privatisation du rail britannique** », in *Compétitivité des chemins de fer et des cheminots*, Colloque organisé par le CREDESPO (Université de Bourgogne), 6 et 7 octobre 2016, *à paraître*

Ouvrage

Les relations des collectivités territoriales avec les sociétés d'économie mixte locales. Recherche sur l'institutionnalisation d'un partenariat public-privé, LGDJ, Bibliothèque de droit public, Tome 271, 2011, 466 p.

(Sommaire et table des matières disponibles sur <http://www.brameret.eu/resources/These.pdf>)

Études et actes de colloques

« **Grève et utilisation des biens publics** », in *Grève et droit public. 70 ans de reconnaissance*, Actes du colloque organisé par l'IDETCOM (Université Toulouse 1 Capitole) et le CRJ (Université Grenoble Alpes), les 9 et 10 juin 2016, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2017, n° 27, p. 181 et s.

« **Les paradoxes de "l'ubérisation" du transport public routier collectif de moins de dix personnes**, *RLC*, 2017, n° 62, 3187

« **La réglementation économique au Royaume-Uni : le cas des *public utilities*** », in *La réglementation économique : persistance ou renouveau ? Éléments de réflexion*, sous la dir. de J.-C. Videlin, LexisNexis, Hors coll., 2016, p. 183 et s.

« **Privatisation et libéralisation des services publics en réseaux. L'exemple du secteur ferroviaire britannique** », in *L'impact du droit de l'Union européenne sur les services publics en réseau*, Actes du colloque organisé par le Centre Jean Bodin (Université d'Angers), 11 mars 2016, *Energie Environnement Infrastructures*, 2016, *Energie-Environnement-Infrastructures*, 2016, n° 10, 28

« **Les contrats de nommage des équipements publics** », in *LE NOM. Administrations, droit et contentieux administratifs*, Actes du colloque organisé par le CRJ (Université Grenoble 2), sous la direction du Prof. P. Yolka, 20 mars 2015, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques & Essais », 2015, p. 121 et s. Cet article est également publié à la *RFD Adm.* 2015, n° 4, p. 671 et s.

« **La Sem à opération unique, Frankenstein juridique ?** », *RLCT*, 2014, n° 105, 2782

« **L'actionnaire type d'une société publique locale** », in *Les sociétés publiques locales. Entre volonté publique, esprit d'entreprise et concurrence*, colloque organisé par le CRDP (Université de Lille 2), sous la direction de T. Delavenne, P. Meunier, M.-A. Vanneaux et M. Viviano, les 31 mai et 1^{er} juin 2012, L'Harmattan, 2016, p. 141 et s.

Cet article est également publié à la *Revue administrative*, mars-avril 2014, n° 398, p. 159 et s. (Annexes graphiques disponibles sur www.brameret.eu/annexes.html)

« **La privatisation du secteur ferroviaire britannique : retour sur vingt ans d'expérience** », in *L'activité ferroviaire : mutations et résistances*, sous la dir. de J.-C. Videlin, LexisNexis, coll. « Colloques & Débats », n° 39, 2013, p. 241 et s.

« **La société d'économie mixte contrat : partenariat public-privé institutionnalisé à la française ?** », *JCP A*, 2013, n° 49, 2347

« **La société publique locale, société d'économie mixte locale à capitaux intégralement publics ?** », *CP-ACCP*, avril 2013, n° 131, p. 31 et s.

« **La société publique locale, entre service public et transparence** », in *Les sociétés publiques locales*, Actes du colloque organisé par l'IMH (Université Toulouse 1), sous la dir. du Prof. G. Kalfèche et de N. Laval Mader, 20-21 septembre 2012, *RFD Adm.*, 2012, n° 6, p. 1127 et s.

« **L'encadrement de la rémunération des élus locaux dirigeants de sociétés commerciales** », in « *La rémunération des dirigeants* », Dossier réalisé sous la direction de B. Dondero, *Gazette du Palais*, 2012, n° 279-280, p. 29 et s.

« **Les relations des collectivités territoriales avec les sociétés d'économie mixte locales** », *Pouvoirs locaux*, 2011/III, n° 90, p. 33 et s.

« **Les partenariats public-privé institutionnalisés : l'exemple des sociétés d'économie mixte locales** », in *Les partenariats publics/privés : Partenariats contractuels et institutionnalisés*, Actes du colloque organisé par le GRDPE (Université Grenoble 2), sous la dir. de J.-C. Videlin, 8 avril 2011, *JCP A*, 2011, n° 51-52, 2397.

« **La souveraineté du Parlement britannique après la dévolution écossaise : réflexions autour d'une aporie** », *RDP*, 2011, n° 3, p. 667 et s.

« **La motivation des décisions d'irrecevabilité des questions prioritaires de constitutionnalité par le Conseil d'État** », in « *Un an de QPC* », Dossier réalisé sous la direction de F. Chaltiel et L. Guilloud, *LPA*, 5 mai 2011, n° 89, p. 18 et s.

Notes de jurisprudence

« **Actionnariat d'une SPL et compétence partagée** », Note sous TA Montpellier, 19 septembre 2017, *M. François Liberti et a.*, *JCPA*, 2017, n° 46, 2278

« **Le critère de l'essentiel des activités : des éclaircies brumeuses** », Note sous CJUE, 8 déc. 2016, *Undis Servizi Srl c/ Comune di Sulmona*, *AJDA*, 2017, n° 19, p. 1127 et s.

« **La coopération institutionnelle entre collectivités territoriales n'est pas un marché public** », Note sous CJUE, 21 décembre 2016, *Remondis GmbH & Constitution. KG Region Nord c/ Region Hannover*, *JCPA*, 2017, n° 9, 2067

« **Recours des concurrents évincés au contrat : et si c'était mieux avant ?** », Note sous CE Sect., 5 février 2016, *Syndicat mixte des transports en commun Hérault Transport*, *RLC*, 2016, n° 49, 2958

« **L'établissement public est une personne publique comme une autre** », Note sous CAA Lyon, 5 mars 2015, *Régie des Eaux de Grenoble*, *RLC*, 2015, n° 45, 2860

« **La personne publique, candidate de droit commun à la commande publique ?** », Note sous CJUE, 18 déc. 2014, *Azienda Ospedaliero-Universitaria di Careggi-Firenze* et CE, 30 déc. 2014, *Société Armor SNC*, *RLC*, 2015, n° 44, 2822

« **L'information gratuite des consommateurs n'est pas (nécessairement) une activité économique** », Note sous CE, 16 juillet 2014, *Société Sigmalis*, *RLC*, 2014, n° 42, 2690

« **Association et in house : un rendez-vous manqué** », Note sous CJUE, 19 juin 2014, aff. C-574/12, *Centro Hospitalar de Setúbal EPE (CHS)*, et *Serviço de Utilização Comum dos Hospitais (SUCH) C. Eurest (Portugal) – Sociedade Europeia de Restaurantes Lda*, *JCPA*, 2014, n° 41, 2279

« **La valorisation ne peut pas se faire au détriment de la concurrence** », Note sous CDBF, 17 juin 2014, *Société de valorisation foncière et immobilière (SOVAFIM)*, *RLC*, 2014, n° 41, 2636

« **Le droit de propriété face à la QPC** », Note sous CC, déc. n° 2013-369 QPC, 28 février 2014, *Société Madag* et CC, déc. n° 2013-370 QPC, 28 février 2014, *M. Marc S.*, *RJEP*, 2014, n° 722, 37

« **Recours des tiers au contrat : la "tropicalisation" du contentieux contractuel continue...** », Note sous CE Ass., 4 avril 2014, *Département du Tarn-et-Garonne*, *RLCT*, 2014, n° 101, 2687

« **Amodiation du domaine public maritime : quand les eaux portuaires restent troubles** », Note sous CAA Marseille, 26 novembre 2014, *SARL Port Camargue Plaisance Service*, *RLC*, 2014, n° 39, 2524

« **SPL et in house : si proche, si loin...** », Note sous CE, 6 décembre 2013, *Commune de Marsannay-la-Côte*, *JCPA*, 2014, n° 1-2, 2002

« **À propos de la valeur constitutionnelle de la liberté du commerce et de l'industrie** », Note sous CAA Bordeaux, 14 octobre 2013, *M. Refalo*, *RLC*, 2013, n° 38, 2472

« **La SPL en eau trouble** », Note sous TA Rennes, 11 avril 2013, *Préfet des Côtes-d'Armor*, *RLC*, 2013, n° 36, 2352

« **À quelles conditions le pluri-contrôle public d'une SPL peut-il être analogue ?** », Note sous CAA Lyon, 7 novembre 2012, *Association pour la défense du cadre de vie de Marsannay-la-Côte* et CJUE, 29 novembre 2012, *Econord SpA*, *JCPA*, 2013, n° 3, 2009

« **Le statut des élus locaux administrateurs de sociétés d'économie mixte locales : entre ombre et lumière** », Note sous CE, 10 décembre 2012, *Commune de Bagneux*, *JCPA*, 2013, n° 4, 2014

« **Les sociétés publiques locales : premières jurisprudences, nouvelles interrogations ?** », Note sous TA Montpellier, 23 mars 2012, *FADUC et Mme Fraysse* et TA Lille, Ordo., 29 mars 2012, *Communes de communes Sambre Avesnois*, *AJDA*, 2012, n° 27, p. 1521 et s.

« **Les sociétés publiques locales, toujours menacées ?** », Note sous Autorité de la concurrence, 24 novembre 2011, *Avis relatif à la création des sociétés publiques locales*, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, 2012, n° 79, 2197

« **La desserte maritime de la Corse et le (retour du) service public** », Note sous CE, 13 juillet 2012, *Compagnie Méridionale de Navigation (CMN) et Société Nationale Corse Méditerranée (SNCM)*, *RLC*, 2012, n° 33, 2153

« **L'entente entre collectivités territoriales, exclues du champ de la concurrence ?** », Note sous CE, 3 février 2012, *Commune de Veyrier-du-Lac et Communauté d'agglomération d'Annecy*, RLC, 2012, n° 32, 2106

« **La desserte maritime de la Corse et le service public** », Note sous CAA Marseille, 7 novembre 2011, *Société Corsica Ferries*, RLC, 2012, n° 31, 2040

« **Gestion d'une société d'économie mixte locale et responsabilité financière des élus locaux devant la Cour de discipline budgétaire et financière** », Note sous CDBF, 25 novembre 2010, *Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (SIEMP)*, JCP A, 16 mai 2011, n° 20, 2188

« **Recapitalisation d'une société d'économie mixte locale et contrôle du juge administratif** », Note sous CE, 10 novembre 2010, *Communauté de communes du nord du Bassin de Thau*, RLC, 2011, n° 27, 1798

« **Accident causé par un équipement d'éclairage public et responsabilité pénale des collectivités territoriales** », Note sous Cass. crim., 9 décembre 2009, *Commune de Fort-de-France*, *Dr. Adm.*, juillet 2009, n°7, comm. 108

Chroniques de jurisprudence et libres-propos

« **Faut-il une réforme des entreprises publiques locales ? *Bis repetita placent*** », *JCPA*, 2017, n° 50, Libres propos 827

« **Faut-il une réforme des entreprises publiques locales ?** », *JCPA*, 2017, n° 40, Libres propos 419

« **Secteur public local** », in « **Droit public économique** », chronique annuelle sous la direction de J.-C. Videlin (1/2), *JCPA*, 2017, n° 20, 2131

« **Le *namings* "à la française"** », *AJDA*, 2016, n° 28, p. 1537

« **Secteur public local** », in « **Droit public économique** », chronique annuelle sous la direction de J.-C. Videlin (1/2), *JCPA*, 2016, n° 19, 2122

« **La liberté du commerce et de l'industrie s'arrête là où commencent l'ordre et la tranquillité publics** », Chron. sous CE réf. 11 novembre 2014, *Ministère de l'Intérieur*, RLC, 2015, n° 43, 2749

« **"Taxe Red Bull" : le Conseil constitutionnel donne des ailes au législateur** », Chron. sous CC, QPC, 19 septembre 2014, RLC, 2014, n° 42, 2695

« **VTC et taxi : bataille autour de la liberté d'entreprendre** », Chron. sous CC, QPC, 17 octobre 2014, *Chambre syndicale des cochers chauffeurs CGT-taxis*, RLC, 2014, n° 42, 2697

« **Les zones d'ombre de l'éclairage municipal** », *JCPA*, 2014, n° 48, Libres-propos

« **Les personnes publiques, le peintre et la concurrence** », Chron. sous Cass. com., 8 avril 2014, *Musée national des arts asiatiques-Guimet*, RLC, 2014, n° 40, 2601

« **Occupation du domaine public maritime : quand la mer érode la liberté du commerce et de l'industrie...** », Chron. sous CAA Marseille, 28 janvier 2014, *M. A. B. et autres*, RLC, 2014, n° 39, 2530

« **La liberté de vendre des cigarettes électroniques...part en fumée** », Chron. sous T. com., 9 décembre 2013, *SNC Herand c. SAS Esmokeclean*, RLC, 2014, n° 39, 2531

« **SPL : actionariat public ne rime pas avec *in house* automatique** », Chron. sous CE, 6 novembre 2013, *Commune de Marsannay-la-Côte*, RLC, 2013, n° 38, 2474

« **La guerre du schiste n'aura pas lieu** », Chron. sous CC, QPC, 11 octobre 2013, *Société Schuepbach LLC*, RLC, 2013, n° 38, 2475

« **Liberté d'entreprendre et formation des candidats "libres" au permis de conduire** », Chron. sous CE, réf., 1^{er} octobre 2013, *Association défense permis banlieue et a.*, RLC, 2013, n° 38, 2478

« **Sous la plage, la Constitution ?** », Chron. sous CE, 22 mai 2013, *Association syndicale libre des résidences du port de Mandelieu-la-Napoule*, RLC, 2013, n° 36, 2354

« **Le transport scolaire et "l'effet Tropic"** », Chron. sous CAA Lyon, 17 janvier 2013, *Société Réunir 03, RLC*, 2013, n° 36, 2357

« **De la difficulté de confier une activité de service public à une SEML "en cours de constitution"** », Chron. sous CE, 19 décembre 2012, *Département de l'Aveyron c/ Sarl Labhya, RLC*, 2013, n° 35, 2286

« **Lorsque QPC rime avec uniformité : le *Gewerbeordnung* et la liberté d'entreprendre** », Chron. sous CC, QPC, 30 novembre 2012, *M. Christian S., RLC*, 2013, n° 35, 2285

« **Le juge administratif et la transparence des associations** », Chron. sous CAA Nancy, 2 août 2012, *Mme Régine Si Abdallah, RLC*, 2013, n° 35, 2288

Périodiques et dictionnaires

« **Entreprises publiques locales** », in *Dictionnaire de la décentralisation*, sous la dir. de V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada & R. Pasquier, *Berger-Levrault*, 2016, à paraître

« **Entreprises publiques** », in *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, sous la dir. de P. Mbongo, F. Hervouët et C. Santulli, *Poitiers-Lextenso*, 2014

« **Société à capital public** », « **Secteur public** » et « **Entreprise publique** », in *Dictionnaire d'administration publique*, sous la dir. de N. Kada et M. Mathieu, *PUG*, 2014

« **Nationalisation d'entreprises** », *J. Cl. Propriétés publiques*, Fasc. 26

« **Privatisation d'entreprises** », *J. Cl. Propriétés publiques*, Fasc. 80

« **Sociétés à capital public : création** », *Lexis360 Public*, FP 2549

« **Sociétés à capital public : administration** », *Lexis360 Public*, FP 2559

« **Sociétés à capital public : financement** », *Lexis360 Public*, FP 2885

« **Sociétés à capital public : la problématique du *in house*** », *Lexis360 Public*, FP 2849

« **Sociétés à capital public : transformations** », *Lexis360 Public*, FP 3026

« **Sociétés d'économie mixte à opération unique** », *Lexis360 Public*, FP 3173

Organisation de colloque

« **Journée des docteurs en droit public économique** », 8 février 2013 ; actes publiés à la *Revue générale du droit*, Colloques, 2014, 68 p. (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=15601)

Communications orales

« **Actionnariat et diversification d'activité des sociétés à capital public locales** », Forum des entreprises publiques locales, Grenoble, 21 septembre 2017

« **Le cumul des rémunérations des élus : cartographie des possibles** », Congrès de l'Association française de science politique, Montpellier, 10-12 juin 2017 – Disponible en ligne : <https://eluar.hypotheses.org/158> et Academia

« **Du département de Tarn-et-Garonne au SMTP Hérault-Transport : les évolutions récentes du contentieux contractuel** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 26 avril 2016

« **La création des SEMOU. Précisions sur les conditions d'élaboration d'une loi, à la lumière des auditions réalisées à l'Assemblée nationale et au Ministère de la décentralisation** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 10 novembre 2014

« **Les entreprises du secteur public local, outils de l'innovation des collectivités territoriales** », Participation à une table ronde, « L'innovation économique, regard de chercheurs », lors des Rendez-vous des managers territoriaux, organisé à par le CNFPT à Lyon, le 5 décembre 2013

« **Le système ferroviaire britannique** », Conférence prononcée à l'invitation du Prof. M. Touzeil-Divina, dans le cadre de l'Atelier « Service public ferroviaire », organisé par le Thémis-U de l'Université du Maine, 12 novembre 2013

« **L'intérêt des SPL par rapport aux autres modes de gestion publique d'activités de service public** », Introduction et présidence d'une table ronde, lors du colloque consacré aux « SPL. Regards croisés sur un nouvel outil de gestion des services publics », organisé par le CERC de l'Université de Toulon, 9 avril 2013

« **Être enseignant-chercheur en droit public aujourd'hui** », Conclusion au colloque organisé par le CERDHAP, le CRJ et l'EDSJ de l'Université de Grenoble 2, le 16 septembre 2011

« **Les tentatives d'encadrement des rémunérations des dirigeants d'entreprises** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 11 mai 2009

« **Le législateur hors de son domaine sous la V^e République. De la théorie à la pratique** », Intervention lors du colloque des doctorants consacré aux « Distorsions entre théorie et pratique », organisé au sein de l'École doctorale à Grenoble, le 20 mars 2008

« **Les sociétés publiques locales d'aménagement issues de la loi du 13 juillet 2006** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 6 février 2007

« **La législation européenne sur les entreprises publiques locales : menaces ou opportunités ?** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 9 novembre 2006

« **Les mesures de simplification administratives saisies par le droit de la concurrence. Présentation de l'arrêt du Conseil d'État du 10 août 2006, Société ADP GSI** », Intervention devant le GRDPE, Grenoble, 30 mai 2006

Conférences à l'étranger

« **La société d'économie mixte à opération unique : nouveau mode de gestion des services publics locaux en France** », à l'invitation du Prof. A. Lucarelli, *Università degli Studi di Napoli Federico II* (Italie), 14 mai 2014

« **L'influence des droits européens sur le droit administratif français** », à l'invitation de la Prof. S. Glanert, *University of Kent* (Royaume-Uni), 19 mars 2013

EXPERTISE PUBLIQUE

Audition par E. Binet, Rapporteur, au nom de la Commission des lois de l'Assemblée nationale, de la Proposition de loi tendant à créer des Sociétés d'économie mixte à opération unique, 8 avril 2014 (Rapport n° 1885 de la Commission des lois, avril 2014, 94 p.)

Audition par le cabinet de la Ministre de la Décentralisation, de la Réforme de l'État et de la Fonction publique, à propos de la Proposition de loi tendant à créer des Sociétés d'économie mixte à opération unique, 23 avril 2014